



## PREFET DES HAUTS DE SEINE

SOUS PREFECTURE D'ANTONY  
Bureau du Cabinet et Police administrative  
Associations  
99, avenue du Général De Gaulle  
92160 ANTONY  
Tel: 01 56 45 38 11

Le numéro  
W911005970 est à  
rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W911005970

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### LE SOUS-PRÉFET D'ANTONY

donne récépissé à **Monsieur le Président**  
d'une déclaration en date du : **08 novembre 2024**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### SIEGE

dans l'association dont le titre est :

#### ASSOCIATION ARAGO UNIVERS

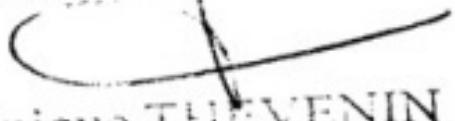
dont le nouveau siège social est situé : 30 rue Moliere  
92120 Montrouge

Décision(s) prise(s) le(s) : **04 novembre 2024**

Pièces fournies : Statuts  
Procès-verbal

Antony, le 14 novembre 2024

Pour le Sous-Préfet

La cheffe de bureau  
  
Dominique THEVENIN

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.